

coopération du gouvernement dans une œuvre quelconque, quelque avantageuse qu'elle puisse être au bien général. Quelque utile que soit une entreprise, si celui qui la poursuit n'a que son patriotisme, son amour du bien commun à faire valoir auprès du gouvernement pour obtenir sa coopération, il court de grands risques de ne pas réussir.

Mais quelque générale que soit cette pratique, quelque fort que soit le courant des idées en ce sens, nous ne nous sentons aucune disposition à en suivre le cours. Et nous présumons que si notre manière d'agir avait plus d'imitateurs, elle ne tarderait pas à produire les plus heureux résultats, en donnant à la politique de nos gouvernants des bases plus honnêtes, en faisant partout prévaloir les droits de la justice, en empêchant l'intrigue, le favoritisme, la cabale intéressée, la corruption en un mot, de l'emporter sur le vrai mérite, sur le dévouement sincère aux intérêts du plus grand nombre.

Nous abhorrons souverainement cette tactique d'une certaine presse qui, prenant le gouvernement à partie, n'a que le dénigrement et l'injure à sa disposition pour soutenir son opposition à ses mesures; mais nous ne détestons pas moins ces amis serviles, qui, gagnés par des considérations plus ou moins compromettantes, ne savent que proclamer la louange, quelque évidentes, quelque énormes quelquefois que soient les fautes. Pour la première, comme pour les derniers, la vérité n'en est pas moins mise de côté, et la justice souvent sacrifiée. Les organes de l'opinion publique devraient toujours avoir assez d'indépendance pour pouvoir reprocher à l'autorité ses écarts sans aigreur, et ne lui accorder la louange que lorsqu'elle est véritablement méritée; c'est ainsi que la presse remplirait avantageusement le rôle important qui lui est destiné.

C'est placé à ce point de vue que nous avons cru pouvoir adresser quelques reproches à nos gouvernants, comme ne nous prêtant pas dans notre œuvre, dont eux-mêmes proclament l'utilité, tout l'encouragement que nous croyons avoir droit d'en attendre. Loin de nous croire l'obligé du gouvernement pour les \$200 qu'il nous alloue annuellement, nous pré-